

Lettre ouverte au Président de la commission parlementaire de l'environnement, de l'écologie et des forêts

Antananarivo, le 27 juin 2021

Cher Monsieur Le Président,

Consciente de la force de proposition que possède la commission que vous dirigez au sein de l'Assemblée Nationale, par cette lettre, je souhaite vous interpeller sur la situation d'urgence environnementale actuelle qui sévit à Madagascar. En effet, la crise environnementale actuelle qui affecte notre pays se ressent déjà dans plusieurs secteurs. Le manque de moyens engagés et disponibles pour les agents de l'Etat afin de résoudre cette crise constitue un blocage et un énorme défi pour l'atteinte des « velirano » de notre Président de la République.

L'Agriculture, un des piliers de notre économie, est et sera plus fragilisée qu'elle ne l'est déjà. En effet, les dégradations de nos terres sont de plus en plus inquiétantes avec l'ensablement des plaines. Une étude menée en 2018 dans un fokontany Ambalabako dans la Région d'Alaotra Mangoro sur les 33 000 ha de rizières aménagées par la SOMALAC (Société Malagasy du Lac Alaotra) a montré que seulement 10 000 ha ne sont pas affectés par l'ensablement. Les feux de forêts et les feux de brousse répétitifs dénudent nos terres et ensevelissent nos rivières et rizières.

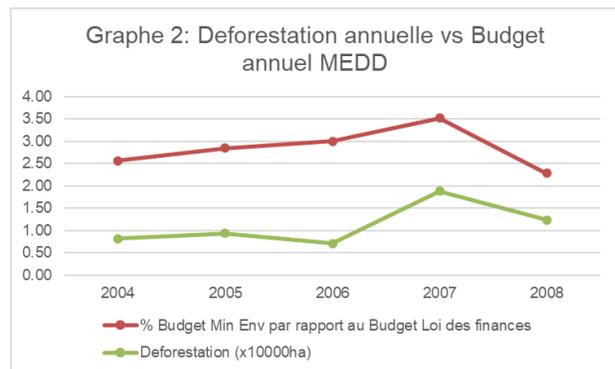
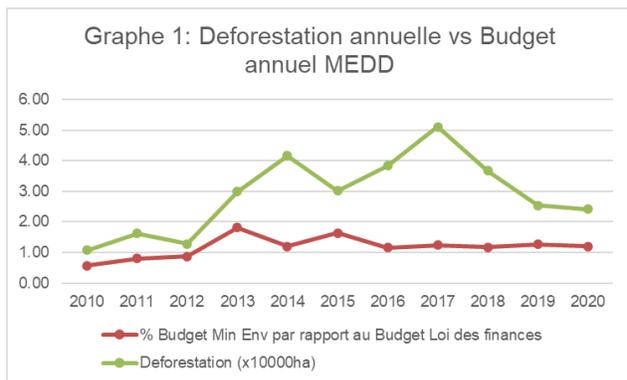
Cette situation est aggravée par les impacts négatifs du changement climatique qui se ressent de plus en plus à Madagascar avec des pluies et des températures qui deviennent de plus en plus irrégulières. En prenant la crise alimentaire sévissant dans le Sud comme exemple, l'on constate que la rareté des pluies fait que les terrains cultivables autrefois sont devenus inutilisables, entraînant soit une grave malnutrition de la population, soit la migration massive de nos concitoyens du Sud vers d'autres régions. Ces migrations peuvent causer des conflits dans l'utilisation des ressources dans les zones d'accueil de ces réfugiés climatiques, et entraîne souvent de massive déforestation dans les aires protégées de Madagascar.

La complexité de la crise actuelle du secteur de l'environnement ne s'arrête pas là. Il n'y a pas que l'économie agricole qui en souffre, la santé également est très inquiétante car 22% des décès dans le pays sont dus à la pollution de l'air. Il est bien clair que l'on doit se mobiliser rapidement pour offrir à nos concitoyens un environnement propre et sain en ayant plus de rigueur et de force dans l'application de la loi et l'éducation citoyenne sur les questions de pollution.

La crise environnementale ne touche pas seulement la terre, le climat et l'air. Il affecte également l'approvisionnement d'un élément vital que l'on ne peut pas s'en passer au quotidien, l'eau. En novembre 2020, Madame La Ministre de L'Environnement et Développement Durable a constaté au niveau du Barrage d'Antarabiby à Fianarantsoa que les eaux du barrage se tarissent car les forêts en amont censées le protéger sont de plus en plus clairsemées. Auparavant, 30 000 ha de forêts ont été entretenues pour protéger ce barrage alors qu'actuellement il n'en reste plus que 3700 ha. Ce cas n'est pas isolé à Madagascar, car le même constat s'observe au niveau des différents barrages hydrologiques, comme Andekaleka.

En vous parlant de ces exemples concrets, cette interpellation est d'attirer votre attention sur le fait que notre environnement est en crise et que la solution n'est pas unique et simple. L'engagement de la commission parlementaire que vous présidez Monsieur Le Président dans la résolution de cette crise peut bien faire la différence dans cette bataille. Le Ministère de

l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) est un ministère clé qui joue un rôle intersectoriel et transversal pour faciliter la gestion de cette crise environnementale et de nous mener dans la vision environnement sain et propre pour le développement durable du pays. Depuis 2010, le budget alloué à ce ministère n'a jamais dépassé plus de 2% du budget total national dans la Loi des Finances. En comparant, l'évolution de ce budget avec la déforestation par ha, on peut constater que la déforestation sévit de plus en plus et les moyens que l'on mobilise reste peu conséquent (graphe 1). Un record inquiétant en 2017 s'observe en termes de perte de couverture forestière par ha avec plus de 51 000 ha de forêt sont perdus selon les données du Forest Global Watch. Par contre, dans les débuts des années 2000, le budget a été plus de 2%, on constate que la déforestation est moindre en comparant avec les évolutions actuelles (graphe 2).



Avec le budget actuel, il est carrément impossible de faire avancer le secteur environnemental vers la vision que l'on aspire. Selon les estimations, les budgets à la disposition des services techniques décentralisés (STD) couvrent à peine les salaires des employés et les charges de la JIRAMA. La décentralisation effective est incontournable pour le pays et les services techniques décentralisés (STD) doivent impérativement disposer des moyens nécessaires pour mener à bien les rôles régaliens de l'Etat. En effet, nos STD ne peuvent pas conduire leur fonction primaire comme assurer le contrôle et le suivi de nos forêts pour gérer la déforestation ; ou de nos usines pour gérer la pollution car même le carburant et les moyens de transport pour les déplacements ne sont pas disponibles. Par extension, la plus alarmante est que même les pompiers pour les aider à maîtriser rapidement les feux ne sont même pas existants au niveau des régions ou districts qui sont les plus affectés par les feux.

Il n'est plus à débattre que le secteur environnement joue un rôle clé dans le développement durable de Madagascar, et qu'il est plus qu'urgent de mettre l'environnement parmi les priorités des priorités de l'Etat. Nos forêts et nos zones côtières constituent des atouts majeurs pour l'économie et le social du pays. Malheureusement, seulement 10% du territoire national se trouve dans nos aires protégées.

Malgré que nos aires protégées soient des zones disposant d'une planification et d'aménagement clair de visions de développement durable, les écosystèmes naturels se dégradent et sont détruits à vitesse grand V. Cependant, il faut rappeler que ces écosystèmes nous offrent de l'eau, purifient notre air, abritent beaucoup de richesse floristique pouvant potentiellement offrir des perspectives économiques nouvelles en matière alimentaire et pharmaceutique. N'oublions pas de citer nos faunes emblématiques et les paysages

époustouffants dans ces aires protégées qui attirent les touristes et qui contribuent beaucoup à notre économie avec une contribution autour de 12% du secteur tourisme à notre PIB.

Reverdir Madagascar n'a pas pour seule ambition d'augmenter les couvertures forestières mais également de solutionner beaucoup des maux qui sévissent dans notre économie et société. Reverdir afin de protéger et restaurer nos terres et surtout protéger nos barrages, nos rizières pour que l'eau n'y manque plus et que l'ensablement ne détruit pas nos infrastructures et nos terres agricoles. Reverdir afin de réduire la déforestation énergétique car le reboisement est mieux cadre avec des buts économiques claires. Reverdir afin que l'on atténue et l'on s'adapte aux effets du changement climatique. Reverdir afin d'offrir plus d'emploi et revitaliser le secteur bois du pays. Reverdir pour que l'agroforesterie nous offre une diversité alimentaire pour combattre la malnutrition. Reverdir afin que la responsabilité sociétale et environnementale de nos entreprises appuie le secteur environnement. Reverdir afin que la déforestation agricole soit maîtriser et que nos paysans adoptent des techniques de production qui respectent l'environnement avec une vision d'une économie viable.

Pour terminer ma lettre, cher Monsieur le Président de la commission parlementaire de l'environnement, de l'écologie et des forêts, appuyer le MEDD et ses STD en les offrant plus de moyens est vraiment primordial vu les rôles clés que les ressources dont ce ministère est en charge et stratégique pour le développement durable du pays. Je reste à votre disposition Monsieur le Président si vous souhaitez plus d'échanger sur les expériences pratiques que je plaide pour ce secteur. Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Alexandra Rasoamanana